

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
45072 ORLÉANS CEDEX 2

ORLÉANS, le 08/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ORRION CHEMICALS ORGAFORM**

Le Pressoir Vert  
45400 SEMOY

Références : n°88/2023  
Code AIOT : 0010001378

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2023 dans l'établissement ORRION CHEMICALS ORGAFORM implanté Le Pressoir Vert 45400 SEMOY. L'inspection a été annoncée le 19/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est intervenue suite à l'information par le SDIS et, de façon quasiment concomitante par l'exploitant, d'un incendie ayant affecté un atelier du site lors d'une opération de conditionnement en fût d'un produit chimique issu d'une fabrication à base de white spirit, feu déjà circonscrit au moment de l'appel avec les moyens (extinction automatique, RIA) et le personnel du site, sans recours au SDIS.

Le SDIS qui avait été alerté a dépêché des moyens d'intervention sur place, n'ont pas eu besoin d'être engagés. Le SDIS a confirmé que le feu avait bien été circonscrit et que ses équipes d'intervention avaient été parfaitement briefées par l'exploitant à leur arrivée. L'exploitant a confirmé une arrivée très rapide des secours.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORRION CHEMICALS ORGAFORM
- Le Pressoir Vert 45400 SEMOY
- Code AIOT : 0010001378
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ORRION CHEMICALS ORGAFORM (OCO) est une usine chimique spécialisée dans la fabrication de colles, agents de protection du verre, agents de démoulage et intermédiaires de fabrication, qui sont utilisés dans différents secteurs : automobile, ameublement, agro-alimentaire (bouteilles en verre) etc.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- premiers constats de situation suite à incendie en vue de préparer l'inspection qui a été réalisée le 20/01/2023 et de disposer d'éléments supplémentaires en vue de l'analyse du rapport d'accident ;
- vérification du confinement des eaux d'extinction.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Peu de dégâts visibles aux installations, si ce n'est au niveau de la tête du bras de ventilation et d'un conteneur de 1 m<sup>3</sup> proche (contenant du solvant inflammable servant au rinçage) qui montre que l'intervention a été rapide et a permis de limiter l'extension du sinistre. La palette sous les fûts dont celui qui était en cours de remplissage lors de l'incendie comporte seulement quelques parties carbonisées.

Odeur de white spirit présent dans les eaux d'extinction.

Constat que tous les équipements du poste de travail incendié sont à la terre, y compris le fût en cours de remplissage, à l'exception toutefois du bras de ventilation qui comporte notamment un cône en plastique qui a brûlé.

Constat de la présence de la canne de remplissage dans les eaux d'extinction au pied de la palette (donc éjectée du fût). La canne elle-même comporte pour la partie placée dans le fût une faible longueur, induisant un conditionnement du produit dans le fût en pluie.

Des conteneurs vides de 1 m<sup>3</sup> approvisionnés pour une autre fabrication en base aqueuse dans l'atelier sont présents au niveau du poste de travail le plus proche (quelques mètres) du poste de travail incendié. Ils ne comportent aucune trace d'échauffement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- **Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une faiblesse dans le dispositif de confinement des eaux d'extinction a été constatée, sans conséquence notable en l'espèce.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Confinement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3.</p>
<p><b>Constats :</b> (C1) <b>Les eaux d'extinction en cas d'incendie n'ont pas été intégralement confinées sur le site (débordement de mousse d'extinction sur une bande enherbée, rejet de très courte durée par une tuyauterie de petit diamètre d'eaux d'extinction sur une autre zone enherbée).</b></p>
<p><b>Observations :</b> Constat fait de la présence d'eaux extinction au niveau de l'atelier où a eu lieu l'extinction et au niveau de la cour attenante dont le dispositif de mise en rétention a été actionné.</p> <p>Une partie des eaux s'est écoulee hors de la cour vers un avaloir du côté de l'entreprise Merck avec présence de mousse sur quelques mètres carrés d'une bande enherbée attenante. Le fort foisonnement semble avoir conduit à un débordement de mousse sur cette zone. Les eaux d'extinction de cette partie ont été recueillies dans le bassin de confinement.</p> <p>Il a également été constaté, par ouverture d'un tampon sur la canalisation de rejet au réseau public que l'isolement était bien assuré (aucun écoulement venant du site de production, écoulement à très faible débit d'une eau claire venant de la zone de parking du site).</p> <p>Une canalisation de petit débit équipée d'un raccord pompier est présente au niveau d'un des 3 regards cadénassés du bassin de confinement. A la demande de l'inspection des installations classées, le capot du regard a été ouvert. La canalisation est reliée à une pompe de relevage placée au niveau d'un puisard du bassin de confinement. Un tuyau équipé à seulement une extrémité d'un raccord pompier et coupé à l'autre extrémité est présent sur un support. Selon l'exploitant, il sert à vidanger si besoin l'eau qui serait dans le puisard. Le boîtier avec les contacteurs permettant l'alimentation électrique de la pompe de relevage est placé en tête du regard sous la capot cadénassé. Il n'est donc pas visible de l'extérieur et la mise en route de la pompe sur détection de niveau dans le puisard nécessite de basculer les contacteurs (selon l'exploitant, la position normale des contacteurs est celle qui coupe l'alimentation de la pompe). Or, tandis qu'un personnel de l'entreprise était attendu pour ouvrir le tampon susmentionné, la canalisation s'est mise à débiter à plein débit et à déverser les eaux d'extinction sur une zone enherbée. L'exploitant a très vite réagi, ouvert le capot du regard puis basculé les contacteurs pour arrêter la pompe en un temps estimé à moins d'une minute. Les contacteurs avaient été laissés en position marche suite à la dernière utilisation dont la date n'a pas été précisée lors de l'inspection.</p> <p><b>L'exploitant doit tirer le retour d'expérience de ce dysfonctionnement, évaluer la quantité rejetée en justifiant qu'il s'agissait du premier déclenchement de la pompe depuis l'isolement du site (ces informations étant à intégrer au rapport d'accident prévu à l'article R.512-69 du code de l'environnement) et, sauf argumentaire robuste, réaliser un contrôle de la qualité des sols au droit du rejet sur les paramètres pertinents ( a minima white spirit)</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet